

N'en déplaise à Eduardo Rihan-Cypel, Marine Le Pen est moins réac que les socialistes brésiliens

Le député P.S. Eduardo Rihan-Cypel, porte-parole de son parti, est de tous les combats contre l'extrême-droite.

Encore en première ligne dans l'hallali anti-Dieudonné, il voit des saluts nazis partout, comme l'intempérant encerclé par les éléphants roses.

Dans un passé récent, il avait fustigé l'immonde Front National et son méphitique suppôt, Marine le Pen, concernant trois thèmes récurrents à cette diabolique formation, thèmes qu'il qualifiait d' »abjects » et « irréalisables » :

- La sortie de l'Euro ;
- Le non-remboursement de l'I.V.G dès la deuxième intervention ;
- La préférence nationale.

Très bien, reprenons dans le détail et à la lumière de la politique menée dans l' «autre» pays d'Eduardo, le Brésil.

-La sortie de la monnaie unique ? C'est évident. Pour sortir de quelque part, encore faut-il y être entré, sauf éventuellement à la naissance, du ventre de son parent². Gageons qu'une Procréation Médicalement assistée « in vitro » mettra fin à cette exception unique, mais toujours est-il que les pays du Mercosul (union économique sud-américaine) n'envisagent ni la création ni donc a fortiori la sortie d'une monnaie commune.

-Le non-remboursement de l'I.V.G ? La loi sur l'avortement brésilienne, lestée de préjugés catho-évangéliques nauséeux, ne concerne que les cas de viol, ou lorsque la mère ou l'enfant à venir courent un danger pour leur vie présente ou future. Lors de la campagne présidentielle, la candidate Dilma Rousseff s'était engagée à assouplir cette loi avant de retourner son string pendant l'entre deux tours. La fantastique régression proposée par MLP constituerait donc un progrès énorme dans un pays tétanisé par des valeurs anachroniques et rancieuses.

-La préférence nationale ? Au pays du foot et de la samba, elle est appliquée en droit et en fait. Tout employeur embauchant un étranger doit être en mesure de prouver qu'il n'a trouvé aucun brésilien correspondant au profil. La plupart des expatriés ne peuvent donc travailler qu'à leur compte, moyennant un investissement dont le minimum est fixé par la loi et sous garantie d'embauche de travailleurs locaux. Le « bolso de familia » (allocation profitant aux plus pauvres) ne bénéficie qu'aux nationaux. Les produits d'importation étant surtaxés (30% pour les automobiles), les grands constructeurs comme Ford, G.M, Volkswagen et maintenant Fiat installent leurs usines sur place et embauchent à tour de manivelle, tandis que la France se vide de ses derniers emplois industriels.

Au parlement fédéral brésilien (équivalent de notre assemblée nationale) ne siège aucun élu dans la situation d'Eduardo, né à l'étranger de parents étrangers.

Bref, à l'aune des critères de M. Rihan-Cypel, l'horreur absolue.

Eduardo, les vôtres et vous-même avez eu bien raison de quitter cet enfer que vous dépeignez comme l'autre du nazisme. Et n'accordez que mépris aux dires d'esprits chagrins vous faisant remarquer que votre famille politique y est au pouvoir depuis 2003.

Jacques Vinent